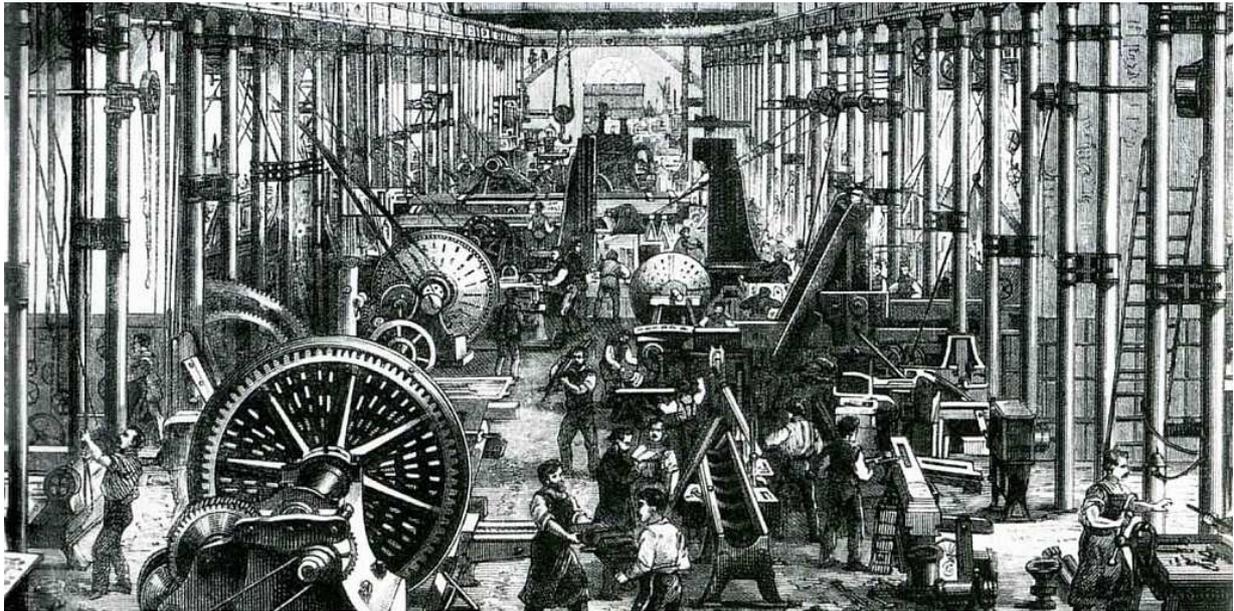


Qu'est-ce que l'anti-industrialisme et que veut-il ?¹



Destruction d'une usine dans le Nottinghamshire par des Luddites, en novembre 1811

Miguel Amorós

¹ Version originale en espagnol en annexe, accompagnée d'un texte anarchiste militant à propos d'expulsions policières à Barcelone.

Le courant anti-industriel émerge, d'un côté, du bilan critique de la période qui s'achève avec l'échec du vieux mouvement ouvrier indépendant et la restructuration globale du capitalisme, il naît donc entre les années 70 et 80 du siècle passé. D'un autre côté, il surgit dans la tentative naissante de retour à la campagne de cette époque et dans les explosions populaires contre la présence permanente d'usines polluantes dans les centres urbains et contre la construction de centrales nucléaires, de lotissements, d'autoroutes et de barrages. C'est à la fois, une analyse théorique des nouvelles conditions sociales qui prend en compte l'apport de l'écologie et une lutte contre les conséquences du développement capitaliste bien que les deux n'aient pas toujours marché ensemble. Nous pouvons le définir comme une pensée critique et une pratique antagonique nées des conflits provoqués par le développement de la phase ultime du régime capitaliste, lequel correspond à la fusion de l'économie et de la politique, du Capital et de l'Etat, de l'industrie et de la vie. En raison de sa nouveauté et aussi de l'extension de la soumission et de la résignation des masses déclassées, réflexion et combat ne vont pas toujours main dans la main ; l'une postule des objectifs que l'autre ne veut pas toujours assumer : la pensée anti-industrielle lutte pour une stratégie globale de confrontation, alors que la lutte seule se réduit à la tactique, ce qui bénéficie seulement à la domination et à ses partisans. Les forces mobilisées ne sont presque jamais conscientes de leur tâche historique, alors que la lucidité critique ne parvient pas toujours à éclairer les mobilisations.

Le marché mondial transforme continuellement la société conformément à ses nécessités et ses désirs. La domination formelle de l'économie dans l'ancienne société de classe se transforme en domination réelle et totale dans la société technologique moderne de masse. Les travailleurs maintenant massifiés sont avant

tout des consommateurs. La principale activité économique n'est pas industrielle mais administrative et logistique (tertiaire). La principale force productive n'est pas le travail mais la technologie. En revanche, les salariés sont la principale force de consommation. La technologie, la bureaucratie et la consommation sont les trois piliers du développement actuel. Le monde de la marchandise ne peut plus être l'objet d'un projet autogestionnaire. C'est impossible de l'humaniser, il faut le démanteler.

L'ensemble des relations des êtres humains entre eux et avec la nature a perdu son caractère direct, mais elles se trouvent médiatisées par des choses ou au mieux par des images associées aux choses. Une structure séparée, l'Etat, contrôle et règle cette médiation réifiée. Ainsi donc, l'espace social et la vie qui l'héberge sont modelés en accord avec les lois des dites choses : les marchandises, la technologie, celles de la circulation et celles de la sécurité, provoquent un ensemble de divisions sociales entre urbains et ruraux, dirigeants et dirigés, riches et pauvres, intégrés et exclus, rapides et lents, connectés et débranchés, etc. Le territoire dès qu'il a été libéré par les agriculteurs s'est convertit en une nouvelle source de ressources (une nouvelle source de capitaux, un décor et un support aux macros infrastructures, un élément stratégique de la circulation). Cette fragmentation spatiale et cette désagrégation sociale apparaît aujourd'hui sous la forme d'une crise sous différents aspects qui sont tous en relation : démographie, politique, économique, culturel, écologique, territorial, social... Le capitalisme a dépassé ses limites structurelles, ou dit d'une autre manière, a atteint le plafond.

La crise multiforme du nouveau capitalisme est le résultat de deux sortes de contradictions : les unes internes qui provoquent de fortes inégalités sociale, et les autres externes responsables de la contamination, du changement climatique, de l'épuisement des ressources et de la destruction du territoire. Les premières

n'excèdent pas le cadre du capitalisme car elles restent dissimulées sous des problèmes de travail, de créance ou parlementaires. Les luttes syndicales et politiques ne projettent jamais de sortir du cadre du tableau de l'ordre établi, et elles s'opposent encore moins à sa logique. Les contradictions principales sont donc produites ou bien par le choc entre l'épuisement des ressources planétaires et la demande infinie qu'exige le développement, ou bien par le heurt entre les limitations imposées par la dévastation et la destruction illimitée qu'implique une croissance continue. Ces contradictions révèlent la nature terroriste de l'économie de marché et d'Etat face à l'habitat et à la vie des gens. L'auto-défense face au terrorisme de la marchandise et de l'Etat se manifeste aussi bien sous la forme de luttes urbaines qui rejettent l'industrialisation de la vie – ou bien comme anti-industrialisme – que dans la défense du territoire face à l'industrialisation de l'espace. Les représentants de la domination, s'ils ne peuvent pas intégrer ses luttes dans une opposition « verte », respectueuse de ses règles du jeu, les présenteront comme un problème minoritaire d'ordre public afin de pouvoir les réprimer et les anéantir.

Dans un moment où la question sociale tend à se présenter comme une question territoriale, seule la perspective anti-industrielle est capable de l'envisager correctement. De fait, la critique du développement est la critique sociale telle qu'elle existe maintenant, aucune autre n'est véritablement anticapitaliste car aucune ne met en cause la croissance ou le progrès, les vieux dogmes que la bourgeoisie a transmis au prolétariat. D'un autre côté, les luttes de défense pour la préservation du territoire, en sabotant le développement, font que l'ordre de la classe dominante chancèle : dans la mesure où ses luttes réussiront à reformer un sujet collectif anticapitaliste, ces luttes deviendront la lutte de classes moderne.

La conscience sociale anticapitaliste se détache de l'unité de la critique et de

la lutte, c'est-à-dire de la théorie et de la pratique ; la critique séparée de la lutte devient une idéologie (une fausse conscience) et la lutte séparée de la critique devient un nihilisme ou un réformisme (une fausse opposition). L'idéologie défend souvent un retour impossible au passé, ce qui fournit un excellent alibi à l'inactivité (ou à l'activité virtuelle, ce qui revient au même), même si, sa forme la plus habituelle se retrouve dans la sphère économique du coopératisme ou dans la sphère politique du citoyennisme (version européenne du populisme). La véritable fonction de la praxis idéologique est la gestion du désastre. L'idéologie aussi bien que le réformisme séparent l'économie de la politique pour ainsi proposer des solutions à l'intérieur du système dominant, qu'il soit dans un camp ou dans l'autre. Et puisque les changements dérivent de l'application de formules économiques, juridiques ou politiques, les deux nient l'action à laquelle elles substituent des succédanés théâtraux et symboliques. Ils fuient l'affrontement réel étant donné qu'ils veulent à tout prix rendre compatible leur pratique avec la domination, ou au moins profiter de ses lacunes et de ses failles pour subsister ou coexister. Ils veulent gérer des espaces délaissés et administrer la catastrophe, non la supprimer.

L'unité entre la critique et la lutte procure à l'anti-industrialisme un avantage que ne possède pas l'idéologie : savoir tout ce qu'elle veut et connaître les instruments nécessaires pour atteindre son but. Elle peut présenter d'une manière réaliste et crédible les traits principaux d'un modèle alternatif de société, société qui deviendra palpable dès que sera dépassé le niveau tactique des coordinations, des associations et des assemblées, et abordera le niveau stratégique des communautés combattantes. C'est-à-dire dès que la fracture sociale pourra s'exprimer dans le sens du « nous » face à « eux ». Ceux d'en-bas contre ceux d'en-haut.

Les crises provoquées par la fuite en avant du capitalisme ne font rien d'autre

qu'affirmer *a contrario* la pertinence du message anti-industriel. Les produits de l'activité humaine – la marchandise, la science, la technologie, l'Etat, les conurbations – se sont compliqués en s'émancipant de la société et en se dressant contre elle. L'humanité s'est réduite en esclavage par ses propres créations incontrôlées. En particulier, la destruction du territoire due à une urbanisation cancéreuse se révèle aujourd'hui comme la destruction de la société même et des individus qui la composent. Le développement, tel le dieu Janus, a deux visages : aujourd'hui, les conséquences visibles de la crise énergétique et du changement climatique illustrées par l'extrême dépendance et l'ignorance de la population urbaine, nous en montrent le second visage, la face cachée. La stagnation de la production de gaz et de pétrole annoncent un avenir où le prix de l'énergie sera de plus en plus élevé, ce qui augmentera le prix des transports et provoquera des crises alimentaires (accentuées par le réchauffement climatique) et causera des effondrements productifs. À moyen terme, les métropoles seront totalement invivables et ses habitants se trouveront dans la situation de choisir entre refaire ce monde autrement ou disparaître.

L'anti-industrialisme veut que la décomposition inévitable de la civilisation capitaliste débouche sur une période de démantèlement des industries et des infrastructures, de ruralisation et de décentralisation ; ou dit autrement sur une étape de transition vers une société égalitaire, équilibrée et libre et non sur un chaos social de dictatures et de guerres. Armé de ces fins augustes, l'anti-industrialisme dispose de suffisamment d'armes théoriques et pratiques que peuvent mettre à profit les nouveaux collectifs et les communautés rebelles, germes d'une civilisation différente, libre du patriarcat, de l'industrie, du capital et de l'Etat.

Miguel Amorós, mai 2014

ANNEXE 1

QUÉ ES Y QUÉ QUIERE EL ANTIDESARROLLISMO

El antidesarrollismo por un lado sale del balance crítico del periodo que se cierra con el fracaso del viejo movimiento obrero autónomo y con la reestructuración global del capitalismo; nace pues entre los años setenta y ochenta del pasado siglo. Por otro lado, surge en el incipiente intento de ruralización de entonces y en los estallidos populares contra la permanencia de fábricas contaminantes en los núcleos urbanos y contra la construcción de centrales nucleares, urbanizaciones, autopistas y pantanos. A la vez es un análisis teórico de las nuevas condiciones sociales que tiene en cuenta la aportación ecologista, y una lucha contra las consecuencias del desarrollo capitalista, aunque no siempre las dos cosas marchen juntas. Podemos definirlo como un pensamiento crítico y una práctica antagonista nacidos de los conflictos provocados por el desarrollo en la fase última del régimen capitalista, la que corresponde a la fusión de la economía y la política, del Capital y el Estado, de la industria y la vida. A causa de su novedad, y también por la extensión de la sumisión y la resignación entre las masas desclasadas, reflexión y combate no siempre van de la mano; una postula objetivos que el otro no siempre quiere asumir: el pensamiento antidesarrollista pugna por una estrategia global de confrontación, mientras que la lucha suele reducirse a tacticismo, lo que solamente beneficia a la dominación y a sus partidarios. Las fuerzas movilizadas casi nunca son conscientes de su tarea histórica, mientras que la lucidez de la crítica tampoco consigue iluminar siempre a las movilizaciones.

El mercado mundial transforma la sociedad continuamente de acuerdo con sus necesidades y sus deseos. El dominio formal de la economía en la antigua sociedad de clases se transforma en dominio real y total en la moderna sociedad

tecnológica de masas. Los trabajadores masificados ahora son ante todo consumidores. La principal actividad económica no es industrial, sino administrativa y logística (terciaria.) La principal fuerza productiva no es el trabajo, sino la tecnología. En cambio los asalariados son la principal fuerza de consumo. La tecnología, la burocracia y el consumo son los tres pilares del actual desarrollo. El mundo de la mercancía ha dejado de ser autogestionable. Es imposible de humanizar: primero hay que desmontarlo.

Absolutamente todas las relaciones de los seres humanos entre sí o con la naturaleza no son directas, sino que se hallan mediatizadas por cosas, o mejor, por imágenes asociadas a cosas. Una estructura separada, el Estado, controla y regula esa mediación reificada. Así pues, el espacio social y la vida que alberga se modelan de acuerdo con las leyes de dichas cosas (las mercancías, la tecnología), las de la circulación y las de la seguridad, originando todo un paquete de divisiones sociales: entre urbanitas y rurales, dirigentes y dirigidos, ricos y pobres, incluidos y excluidos, veloces y lentos, conectados y desenganchados, etc. El territorio, una vez que ha quedado libre de agricultores, se convierte en una nueva fuente de recursos (una nueva fuente de capitales, un decorado y un soporte de macroinfraestructuras (un elemento estratégico de la circulación.) Esta fragmentación espacial y disgregación social aparece hoy en forma de una crisis que presenta diversos aspectos, todos ellos interrelacionados: demográficos, políticos, económicos, culturales, ecológicos, territoriales, sociales... El capitalismo ha rebasado sus límites estructurales, o dicho de otra manera, ha tocado techo.

La crisis múltiple del nuevo capitalismo es fruto de dos clases de contradicciones: las internas, que son causa de fuertes desigualdades sociales, y las externas, responsables de la contaminación, del cambio climático, del agotamiento de recursos y de la destrucción del territorio. Las primeras no sobresalen del ámbito

capitalista donde quedan disimuladas como problemas laborales, asuntos crediticios o déficit parlamentario. Las luchas sindicales y políticas jamás plantean salirse del cuadro que enmarca al orden establecido; menos todavía se oponen a su lógica. Las contradicciones principales son pues, o bien producidas por el choque entre la finitud de los recursos planetarios y la demanda infinita que exige el desarrollo, o bien el choque entre las limitaciones que impone la devastación y la destrucción ilimitada a la que obliga el crecimiento continuo. Las contradicciones revelan la naturaleza terrorista de la economía de mercado y estado en lo relativo al hábitat y la vida de la gente. La autodefensa ante el terrorismo de la mercancía y del Estado se manifiesta tanto como lucha urbana que rechaza la industrialización del vivir –o sea, como antidesarrollismo-, que como defensa del territorio negando la industrialización del espacio. Los representantes de la dominación, si no pueden integrarlas bajo el ropaje de oposición “verde”, respetuosa con sus reglas de juego, la presentarán como un problema minoritario de orden público, para poder así reprimirlas y aplastarlas.

En un momento en que la cuestión social tiende a presentarse como cuestión territorial, sólo la perspectiva antidesarrollista es capaz de plantearla correctamente. De hecho, la crítica del desarrollismo es la crítica social tal como ahora existe; ninguna otra es verdaderamente anticapitalista, puesto que ninguna cuestiona el crecimiento o el progreso, los viejos dogmas que la burguesía traspasó al proletariado. Por otro lado, las luchas en defensa y por la preservación del territorio, al sabotear el desarrollo, hacen que el orden de la clase dominante se tambalee: en la medida en que consigan conformar un sujeto colectivo anticapitalista esas luchas no serán más que la lucha de clases moderna.

La conciencia social anticapitalista se desprende de la unión de la crítica y la lucha, es decir, de la teoría y la práctica. La crítica separada de la lucha deviene

ideología (falsa conciencia); la lucha separada de la crítica deviene nihilismo o reformismo (falsa oposición.) La ideología propugna a menudo un retorno imposible al pasado, lo cual proporciona una excelente coartada a la inactividad (o a la actividad virtual, que es lo mismo), aunque la forma más habitual de la misma sea desde el área económica el cooperativismo y desde el área política el ciudadanismo (populismo a la europea.) La verdadera función de la praxis ideológica es gestionar el desastre. Tanto la ideología como el reformismo separan la economía de la política para así proponer soluciones dentro del sistema dominante, bien sea en un campo o en el otro. Y ya que los cambios han de derivar de la aplicación de fórmulas económicas, jurídicas o políticas, ambos niegan la acción, que sustituyen por sucedáneos teatrales y simbólicos. Huyen de un enfrentamiento real, puesto que quieren a toda costa compatibilizar su práctica con la dominación, o al menos aprovechar sus lagunas y resquicios para subsistir y coexistir. Quieren gestionar espacios aislados y administrar la catástrofe, no suprimirla.

La unión arriba mencionada entre la crítica y la lucha proporciona al antidesarrollismo una ventaja que no posee ninguna ideología: saber todo lo que quiere y conocer el instrumento necesario para ir a por ello. Puede presentar de modo realista y creíble los trazos principales de un modelo alternativo de sociedad, sociedad que se hará palpable tan pronto como se supere el nivel táctico de las plataformas, asociaciones y asambleas, y se pase el nivel estratégico de las comunidades combatientes. O sea, tan pronto como la fractura social pueda expresarse en todo el sentido con un “nosotros” frente a “ellos.” Los de abajo contra los de arriba.

Las crisis provocadas por las huidas hacia adelante del capitalismo no hacen sino afirmar a contrario la pertinencia del mensaje antidesarrollista. Los productos

de la actividad humana –la mercancía, la ciencia, la tecnología, el Estado, las conurbaciones- se han complicado, independizándose de la sociedad e irguiéndose contra ella. La humanidad ha sido esclavizada por sus propias creaciones incontroladas. En particular, la destrucción del territorio debido a la urbanización cancerosa se revela hoy como destrucción de la sociedad misma y de los individuos que la componen. El desarrollo, tal como un dios Jano, tiene dos caras: ahora, las consecuencias iniciales de la crisis energética y del cambio climático, al ilustrar la extrema dependencia e ignorancia del vecindario urbano, nos muestran la cara que permanecía escondida. El estancamiento de la producción gasística y petrolera, anuncian un futuro donde el precio de la energía será cada vez más alto, lo que encarecerá el transporte, acarreará crisis alimentarias (acentuadas todavía más por el calentamiento global) y causará colapsos productivos. A mediano plazo las metrópolis serán totalmente inviables y sus habitantes se encontrarán en la tesitura de escoger entre rehacer su mundo de otro modo o desaparecer.

El antidesarrollismo quiere que la descomposición inevitable de la civilización anticapitalista desemboque en un periodo de desmantelamiento de industrias e infraestructuras, de ruralización y de descentralización, o dicho de otra manera, que inicie una etapa de transición hacia una sociedad justa, igualitaria, equilibrada y libre, y no un caos social de dictaduras y guerras. Con tal augusto fin, el antidesarrollismo trata de que estén disponibles las suficientes armas teóricas y prácticas para que puedan aprovecharlas los nuevos colectivos y comunidades rebeldes, germen de una civilización distinta, liberada del patriarcado, de la industria, del capital y del Estado.

Miguel Amorós

Charla en las Jornadas en defensa del territorio del 17 y 18 de mayo de 2014, organizadas por la librería asociativa Transitant en Palma de Mallorca.

ANNEXE 2

Can Vies: La raison de la force dans la Barcelone policière

Lorsque la force de la raison est soumise par la raison de la force, tout le monde ne peut pas évoquer la loi et le droit. Dans cette situation, la loi est arbitraire et son application ne provient pas d'un État de droit, mais d'un État d'abus où la violence monopolisée par le gouvernement est au service d'intérêts privilégiés. Dans ce cas, la résistance à l'abus est légitime ; mieux même, le droit de résister et de se défendre est le seul droit véritable. Par conséquent, du point de vue de la liberté, de la dignité et de la raison, les véritables sources du droit, la protestation contre la démolition de l'espace occupé et autogéré Can Vies, dans le quartier de Sants, est on ne peut plus justifiée. Sa démolition n'a pas servi de prétexte à la violence intolérable de minorités itinérantes qui "profitent du malaise", ainsi que l'affirment les autorités (et le syndicat UGT de la police) : il s'agit simplement d'une preuve de la barbarie institutionnelle, gratuite et sauvage, comme cela est habituel.

La métropole appelée Barcelone n'est plus une ample colonie organisée par une communauté d'habitants comme lorsqu'elle fut fondée ; elle n'est plus une ville industrielle remplie d'ouvriers de manufactures comme auparavant ; l'agglomération barcelonaise n'est qu'un espace ouvert et pacifique de consommateurs au sein duquel tout mouvement humain doit être régulé et contrôlé afin de garantir sa transparence et sa fonction. Ce ne sont pas les habitants qui commandent à Barcelone mais une caste politique et financière, verticale et autoritaire, parasitaire et usurpatrice, qui a fait de la gestion urbaine son mode de vie privilégié. Ce qui compte pour les dirigeants c'est la "marque Barcelone", c'est-à-dire, que la ville donne d'elle-même une image lisse et tranquille, comme celle d'un centre commercial ou d'un parc thématique, favorable aux affaires, au shopping, aux loisirs marchands et au tourisme. Il est évident que le spectacle d'une Barcelone consommable a besoin d'un espace sans contradictions ni ambiguïtés, complètement soumis et à portée de l'acheteur.

Le nouveau modèle urbain ne peut pas permettre l'existence d'espaces réellement publics,

sans médiations ni barrières, et encore moins de lieux gérés horizontalement : au contraire, tout doit fonctionner dans un cadre hiérarchisé et « monitorisé », où technologies, décrets, mobilier urbain et urbanisme sont au service des dirigeants spoliateurs. L'exercice de l'autorité dans ces conditions est fondamentalement policier ; dans cette phase, la politique se confond avec la répression : gestion, surveillance et ordre sont une seule et même chose, ce qui fait que le gouvernement agit surtout depuis le ministère de l'ordre public. La politique est alors, non pas une affaire de politiciens, mais des implacables forces de sécurité. Tous les problèmes politiques et sociaux que ce modèle aberrant de ville provoque constamment ne seront jamais reconnus comme tels puisque la population n'a aucun droit de se plaindre du meilleur des mondes. La seule réponse du pouvoir dominant qui a confisqué la décision populaire est la violence.

Il est clair que dans l'affaire de Can Vies, les autorités municipales n'ont jamais eu l'intention de proposer des alternatives qui sortent du circuit bureaucratique officiel, et que toute rencontre était condamnée à la manipulation et au mensonge car en proposant un espace sous tutelle inacceptable ils ne cherchaient qu'à supprimer cet espace libre. Le dispositif policier disproportionné pour procéder à l'expulsion le démontre. Ils n'avaient pas prévu l'aide d'autres collectifs, ni le soutien des voisins du centre. Ils ne s'attendaient pas non plus à la solidarité d'autres quartiers comme ce fut le cas de bon matin. C'est pourquoi les forces de l'ordre injuste furent initialement surprises. Où était le canon à ultrasons et pourquoi ne firent-ils pas usage immédiatement des flash-balls ? C'est ce que se demandait le représentant du syndicat policier SMT-CCOO, car il faut dire que la répression est un travail de mercenaires salariés régulé par convention et balles FOAM, et ce qui intéresse les syndicats c'est le faire à fond et sans risques. La réponse tout le monde a pu la voir. Occupation quasi militaire du quartier, violence policière indiscriminée, arrestations et blessés...

Tout l'effort médiatique du maire Trias, du conseiller de l'ordre public Espadaler et du conseiller municipal du district Sants-Montjuïc Jordi Martí, a été en premier lieu de défendre l'action violente de la police, "gardienne du droit de propriété" et "exécutrice d'une sentence du Tribunal Supremo". De fait, ils n'ont pas donné trop d'explications : "je ne sais pas où l'on irait si la police avait à se justifier" (Espadaler), "les forces de l'ordre ont raison. Lorsque les Mossos agissent, il y a une raison" (Trias). En second lieu, l'effort visait à présenter les protestations comme émanant de groupes violents infiltrés, l'idée étant de diviser la protestation entre

pacifiques et radicaux "anti-système" afin de "trouver des formules de consensus" avec les uns et de matraquer et incarcérer les autres. Il s'agit d'une vieille tactique politique qui sert lorsque la force n'a pas donné le résultat escompté. La démagogie des dirigeants est répugnante, mais elle est ce qu'elle est. Nous n'accusons pas les autorités de manquer de subtilité, la seule chose dont ils manquent c'est de scrupules !

Ainsi, nous ne sommes pas face à un événement inhabituel et isolé, dans un cadre démocratique parfait où tous ont leur place et des possibilités. En réalité l'iniquité des autorités et la brutalité des forces policières seront de plus en plus habituelles si la population ne se résigne pas à faire ce qu'elles ordonnent. Car la population n'a jamais raison, elle n'est pas souveraine puisqu'elle n'a pas de force, ou plutôt, elle n'a pas le monopole de la force que la loi de la domination accorde au pouvoir. La domination totale du Capital exige un type d'espace urbain géré comme une entreprise et pacifié comme une prison. Dans cet espace, il n'y a pas de place pour les assemblées, ni pour les formes de vie en marge de l'économie de marché. Là, le cadre ne peut pas être plus autoritaire et la politique ne se distingue pas du contrôle social. Dans un monde orienté vers le totalitarisme, la gestion politique est la répression.

Can Vies était un caillou dans la chaussure du pouvoir à Barcelone. Il semble que ce n'est pas sans mal qu'il ait pu l'enlever. La résistance à la démolition a été exemplaire à plus d'un titre, prouvant qu'il y a des gens qui ne s'adaptent pas au comportement d'esclave qu'on leur demande. C'est une raison de se réjouir. Et comme les cailloux ne devraient pas manquer (il y a aujourd'hui de nombreux lieux occupés), nous comptons dans un futur proche en avoir beaucoup d'autres !

La lutte continue. Vive Can Vies !

Revue Argelaga

Mercredi, 28 mai 2014

Version originale en espagnol:

<http://argelaga.wordpress.com/2014/05/28/can-vies-la-rao-de-la-forca-a-la-barcelona-policial/>